

## Questions orales

## LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LE CONTRAT D'ENTRETIEN DES CHASSEURS CF-18—  
DEMANDE LE RENVOI AU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Le contrat d'entretien du CF-18 a suscité des questions importantes en ce qui concerne les coûts et avantages du transfert de technologie. Ces questions portaient notamment sur un document du ministère de la Défense dont le gouvernement a eu connaissance en août 1985. Le gouvernement est-il d'accord pour communiquer tous les documents pertinents au vérificateur général afin de faire toute la lumière sur cette affaire?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, je voudrais d'abord répondre au député qu'après avoir pris connaissance, hier, du télex dont il a été question à la Chambre, je me suis longement renseigné auprès des personnes responsables de l'équipe d'évaluation. Je peux assurer à la Chambre que les coûts cités, soit 100,5 millions de dollars dans un cas et 104 millions de dollars dans l'autre, comprenaient le coût total du transfert de technologie et que le contribuable canadien n'aura pas à déboursier un sou de plus.

• (1425)

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, vu que beaucoup de gens ont émis des objections, pas seulement la compagnie qui n'a pas obtenu le contrat, ce qui est bien compréhensible, pas seulement le gouvernement de la province qui n'a pas obtenu le contrat, ce qui se comprend aussi, mais d'autres citoyens désintéressés, y compris des députés conservateurs qui ont soulevé des questions quant aux chiffres utilisés pour parvenir à l'évaluation finale en fonction de laquelle la décision a été prise, vu toute l'incertitude que cela suscite, pourquoi le ministre ne communique-t-il pas ces données au vérificateur général afin de faire valoir le point de vue de son gouvernement?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** J'insiste de nouveau sur le fait que l'équipe d'évaluation était formée de 75 agents...

**M. Orlikow:** Que vous n'avez pas écoutés.

**M. de Cotret:** ... qui représentent le ministère de la Défense nationale, le ministère des Approvisionnement et Services et le ministère de l'Expansion industrielle régionale. Les résultats ont été publiés. Deux groupes de sociétés hautement compétentes se suivaient de très près. Nous avons un choix à faire et nous l'avons fait. Le gouvernement a pris une décision et nous n'avons pas changé d'avis.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Ah, là ça va barder!

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports):** Monsieur le Président, si les honorables parlementaires s'intéressent aux faits, les voici. Pour ce qui est de l'exploitation des chemins de fer, il n'existe pas actuellement de politique qui autorise une aide générale quelconque au chemin de fer de Wawa. Cela, les chemins de fer et la société *Algoma Steel* l'ont compris. Ils demandent une aide générale au gouvernement de l'Ontario, qui a une très importante part de responsabilité à cela, et ils demandent au gouvernement du Canada de fournir une aide également en cherchant les modalités d'une participation à 50 p. 100. Il en a été question entre le ministre de l'EIR et ses services et le gouvernement de l'Ontario. Dès que ces pourparlers auront abouti, je suis persuadé que des mesures seront prises conformément aux travaux du solliciteur général qui s'occupe de la question depuis des semaines. Il a commencé bien avant que cela ne vienne à la connaissance du député de l'opposition.

## LE SERVICE TOURISTIQUE DE L'ALGOMA CENTRAL

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, le ministre sait-il que la fermeture des mines de Wawa sonne également le glas du train d'excursion de l'Algoma Central qui, chaque année, amène dans le nord de l'Ontario 100 000 touristes venus pour la plupart des États-Unis. Le gouvernement de l'Ontario s'est déjà engagé à fournir une aide. Pourquoi le gouvernement du Canada traîne-t-il les pieds, laissant tout le monde se demander s'il va ou non y avoir une aide financière pour garder la mine en activité et les emplois touristiques?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports):** Monsieur le Président, nous connaissons bien la valeur du chemin de fer et l'important volume de tourisme qu'il amène dans la région. Le gouvernement est également disposé à prêter son concours, et il va le faire de concert avec celui de l'Ontario quand les pourparlers auront abouti. Le député n'a pas de raison d'en perdre le sommeil. Le solliciteur général a commencé à s'occuper de la question bien avant que le député n'en fasse mention. L'aide nécessaire à fournir de concert avec l'Ontario, une fois qu'elle sera convenue, sera accordée. Nous sommes décidés à venir en aide au nord de l'Ontario qui connaît des moments difficiles.